



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2016-649

04/08/2016

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidature : 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle"; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste d'adjoint(e) au chef d'unité d'évaluation physico-chimie et méthodes d'analyse des produits réglementés (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Commission Européenne/Direction générale du commerce :

1 poste d'expert(e) national(e) détaché(e) à la Commission Européenne (catégorie A+) à BRUXELLES.

Institut National d'Etudes Démographiques (INED) :

1 poste d'assistant(e) de coordination pour l'enquête VIRAGE à PARIS (75).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chargé(e) de l'ingénierie pédagogique, de la planification et de la promotion des formations (catégorie A) à FOUENCAMPS (80).

Office National des Forêts (ONF) :

1 poste de directeur(rice) de l'agence Ariège Haute-Garonne Gers (catégorie A).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Poste à pourvoir	Adjoint au chef d'unité d'Evaluation Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	CDI de droit public, détachement, affectation
Localisation	Maisons Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique, des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.

Missions / contexte

L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACH. L'équipe est composée de 17 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'adjoint au chef d'unité assure l'évaluation scientifique des produits dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse, ainsi que l'évaluation des substances actives au niveau européen. Il assure la validation des dossiers et participe au contrôle de la cohérence de l'expertise scientifique conduite par l'Unité et aux échanges avec les collectifs d'experts, dans le respect des procédures de l'Agence. Il contribue à la planification de la charge de travail au sein de l'Unité. Il représente l'Agence dans les réunions scientifiques relatives à l'évaluation des risques au niveau européen. Il assure la suppléance du Chef d'unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité.

A ce titre, il devra :

Activités

- Evaluer dans le temps imparti les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes, zonales et nationales pour les approbations de substances actives et les demandes d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants et établir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Valider des évaluations réalisées dans l'Unité et contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation.
- Contribuer à la planification des travaux d'évaluation pris en charge par l'Unité
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité
- Participer aux évolutions scientifiques et réglementaires définies au niveau européen.
- Suppléer le chef d'unité dans les réunions techniques internes ou externes sur la partie physico-chimie et méthodes d'analyse des évaluations.
- Optimiser les ressources de l'unité

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 en physico-chimie

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la physico-chimie
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies en physico-chimie et méthodes d'analyse
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Aptitudes au management d'équipe

Une connaissance des méthodes d'identification des microorganismes serait appréciée.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 août 2016

Renseignements sur le poste : Thérèse SIX, chef d'unité (therese.six@anses.fr - 01 49 77 21 75)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-037 à :
recrutement@anses.fr



AVIS DE VACANCE

EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	TRADE-D-3
Direction générale : Direction : Unité : Chef d'unité : Téléphone : Nombre de postes disponibles: Catégorie Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée Lieu d'affectation :	Direction générale du commerce Direction D - Développement durable; Accords de Partenariat Economique – Afrique, Caraïbes et Pacifique; Agro-alimentaire et Pêche D3 - Agriculture, Pêche, Accès au Marché Sanitaire et Phytosanitaire, Biotechnologie Zoltan SOMOGYI +32 2 2961234 1 Administrateur (AD) 1er trimestre 2017¹ 2 an(s)¹ <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre :
Particularités :	<input type="checkbox"/> Avec indemnités <input checked="" type="checkbox"/> SANS FRAIS Cet avis est également ouvert <input type="checkbox"/> aux pays AELE suivants : <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège) <input type="checkbox"/> aux pays tiers suivants: <input type="checkbox"/> aux organisations intergouvernementales suivantes:

1	Nature des fonctions :
<p>L'END contribuera à l'identification, la priorisation et la résolution de problèmes SPS dans des pays tiers qui gênent ou empêchent des exportations de l'Union européenne.</p> <p>Le travail inclut: Sous la supervision d'un fonctionnaire de la Commission * la responsabilité de certaines régions géographiques et questions SPS thématiques, * l'analyse d'enjeux SPS, * la planification et l'exécution d'initiatives d'accès au marché, * la rédaction de documents politiques/stratégiques, de briefings, * des contacts avec des pays tiers, des États membres et des parties prenantes, * la fourniture d'expertise technique dans le domaine SPS, * l'analyse de la politique et de la législation SPS de l'Union européenne par rapport aux obligations internationales de l'UE.</p>	
2	Qualifications requises :
a) Critères d'éligibilité	

¹ Les précisions liées à la date de prise de fonction et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas un ou plusieurs de ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalent au groupe de fonctions administrateur AD ;
- Ancienneté de service: avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, sur base contractuelle ou statutaire
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END ressortissant d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

b) Critères de sélection

- diplôme :

Le diplôme universitaire est essentiel - de préférence en science vétérinaire, sécurité alimentaire ou santé des végétaux ou disciplines connexes.

- expérience professionnelle :

3 ans + un avantage. L'expérience dans le développement de la politique en matière de sécurité alimentaire, santé animale, et/ou santé des végétaux est souhaitable. L'expérience professionnelle dans le domaine des contrôles officiels des produits d'origine animale et végétale, des résidus de médicaments vétérinaires et des questions liées aux pesticides, et/ou la connaissance de la législation de l'Union européenne et internationale dans ces secteurs constituerait un avantage.

- langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches :

Comme l'anglais est la langue de travail principale dans les négociations commerciales internationales, la maîtrise de l'anglais est essentielle. La connaissance du français et/ou l'espagnol constitue un avantage.

3 | Soumission des candidatures et procédure de sélection

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la Représentation Permanente / Mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui transmettra les candidatures aux services de la Commission compétents dans les délais fixés par ces derniers. **Le non respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection. Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

4 | Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END). Le texte de cette décision est disponible sur http://ec.europa.eu/civil_service/job/sne/index_fr.htm.

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui en remplit les conditions conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

5 | Traitement des données à caractère personnel :

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (CE) No 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

Le droit d'accès des personnes aux données les concernant, ainsi que de rectification de ces données, peut être exercé auprès du Responsable du traitement, conformément à l'article 13 du règlement relatif au traitement des données à caractère personnel. A tout moment, les candidats ont la possibilité de saisir le Contrôleur européen de la protection en envoyant un courriel à edps@edps.europa.eu.

A l'attention des candidats des pays tiers : vos données à caractère personnel peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires. Plus d'informations à l'adresse :

http://ec.europa.eu/dgs/personnel_administration/security_fr.htm.

Les informations sur le traitement des données personnelles au sein du JRC sont disponibles à l'adresse: <http://ec.europa.eu/dgs/jrc/index.cfm?id=6270>.

Recrutement d'un-e assistant-e de coordination pour l'enquête VIRAGE

Employeur :

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il a pour mission de mener des recherches sur les différentes problématiques démographiques (fécondité et famille, santé et mortalité, migrations, ...) et d'informer le public et les chercheurs des évolutions en cours. L'Ined gère 180 agents titulaires, de nombreux chercheurs associés, des doctorants et des contractuels. L'Ined est au cœur d'un réseau de partenariats nationaux et internationaux de recherche. <http://www.ined.fr>

Contexte du recrutement :

L'Ined a réalisé une grande enquête quantitative sur les violences. Intitulée *Violences et rapports de genre : contextes et conséquences des violences subies*, elle a été réalisée auprès de 27 000 femmes et hommes. Elle explore toutes les formes de violences, leur contexte de survenue et leurs conséquences sur les parcours de vie des personnes. La collecte étant terminée, la phase d'analyse des données en vue de la production des résultats et de leur publication a démarré récemment.

<http://virage.site.ined.fr>

Nature du poste :

Le poste consiste à appuyer l'équipe de coordination de l'enquête et en particulier sa responsable dans l'animation du groupe d'exploitation de l'enquête, qui doit dans les deux années à venir, analyser les données et rédiger les ouvrages et articles qui découleront de l'enquête.

L'équipe de coordination est composée de 7 personnes et se réunit une fois tous les 15 jours.

Le groupe d'exploitation est composé d'environ 25 chercheuses et chercheurs, sociologues et démographes, statisticien-nes, juristes, psychosociologues et devra se réunir au minimum 5 fois dans l'année tandis que ses 8 sous-groupes se réuniront une à deux fois entre les réunions plénières du groupe d'exploitation.

La personne recrutée aura à sa charge :

Des tâches d'analyse statistiques

- Appui à la construction des variables
- Appui à la gestion des bases de données et mise à disposition au groupe d'exploitation
- Appui à l'exploitation statistique des données

Des tâches de secrétariat scientifique

- Rédaction des comptes rendus des discussions scientifiques des réunions de coordination et du groupe d'exploitation du questionnaire. Ces discussions portent notamment sur les variables à construire, les analyses à conduire, les méthodes statistiques à utiliser.
- Appui à l'organisation des réunions (ODJ, mails de rappel, conception et impression des documents préparatoires)

- Actualisation du contenu du site web de l'enquête
- Participation à la mise en forme des chapitres d'ouvrages et des articles
- Appui à la gestion régulière des bases de données bibliographiques via le logiciel zotero

Diplôme et compétences requis :

Master de démographie ou de sociologie quantitative.

Très bonne maîtrise du logiciel SAS

Bonne maîtrise de powerpoint et excel

Capacité à prendre des notes pendant les réunions.

Maîtrise du logiciel de références bibliographiques zotéro appréciée

Rigueur, autonomie, capacité à travailler en équipe

Une sensibilité à l'étude des inégalités entre les sexes et aux recherches sur le genre

Expérience de l'appui à la coordination de projet appréciée.

Date de prise de fonction : 1^{er} octobre 2016

Durée du contrat : 12 mois à plein temps, éventuellement renouvelable sous réserve de financement.

Lieux de travail : Institut national d'études démographiques (Paris 20^{ème})

Rémunération : Conditions salariales : selon la grille des chargés d'étude de 2^{ème} catégorie (de 2061€ brut/mois à 2358€ brut/mois selon l'expérience.

Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature devront comprendre les éléments suivants :

- Un curriculum vitae détaillé à jour, avec précision des notes obtenues si aucune expérience professionnelle ou attestation provisoire du diplôme ;
- Une lettre de motivation manuscrite scannée ;
- Le nom et coordonnées d'une personne de référence ;

Ils devront être envoyés par mail à Carole Guette <carole.guette@ined.fr> au plus tard le 31 août 2016.

Procédure de sélection

1. Pré-sélection sur dossier

2. Les candidat-e-s retenu-e-s auront à réaliser un exercice permettant de tester leurs compétences au regard du profil recherché. Ils auront également un entretien individuel des candidats retenus avec la responsable du projet et une chercheuse membre de l'équipe (courant septembre).

4. La responsable du projet pourra contacter les personnes de référence mentionnées par les candidat-e-s.

INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES
ETABLISSEMENT PUBLIC SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE 133 BOULEVARD DAVOUT 75980 PARIS
CEDEX 20 FRANCE
TEL. : 33 (1) 56 06 20 00 FAX : 33 (1) 56 06 21 99

**Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques**

AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou en détachement sur contrat à compter du 1^{er}
octobre 2016)**

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de l'ingénierie pédagogique, de la planification et de la promotion des formations (h/f)
Affectation :	Direction de l'action scientifique et technique - Centre de formation du Paraclet
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Responsable du centre de formation
Résidence administrative :	Fouencamps (80)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (environ 850 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie est organisé selon trois niveaux géographiques : Une Direction Générale, des délégations interrégionales et des services départementaux.

Il conduit des missions d'intérêt général telles que :

- la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau ;
- la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité ;
- la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales ;
- la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

La Direction de l'Action Scientifique et Technique (DAST) a plus particulièrement en charge en lien avec les deux autres directions opérationnelles la première mission. La diffusion de l'expertise a pour objectif de consolider et de renforcer les compétences techniques des agents de l'Onema ainsi que de l'ensemble des acteurs de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques en France, aussi bien de la sphère privée que publique.

Cette diffusion passe par la publication de manuels ou guides techniques, la mise en ligne de pages ou sites internet dédiés, l'élaboration de normes ou de notes techniques, la mise à disposition de logiciels, l'organisation de séminaires et de journées techniques ainsi que par la mise en œuvre d'un programme de formations continues techniques.

Ce programme de formations continues techniques est destiné aussi bien aux agents de l'Onema qu'à un public externe (services de l'état, collectivités territoriales, bureaux d'étude, associations...). Il est élaboré pour servir 3 finalités majeures: contribuer à améliorer le déploiement des politiques publiques, développer les compétences nécessaires à l'exercice et à l'évolution des métiers à l'Onema, contribuer au développement d'une culture interne commune. Il concerne l'ensemble des champs thématiques de l'Onema (hydromorphologie, biologie, chimie, hydrologie, police etc...).

Pour élaborer et mettre en œuvre les formations continues, la DAST possède en son sein un centre de formation (le centre de formation du Paraclet) et s'appuie sur l'ensemble des directions et services territoriaux de l'Onema à la fois pour définir les besoins et pour participer aux formations. Pour les besoins internes, le plan de formation technique est élaboré en lien étroit avec la Direction des Ressources Humaines.

Ce poste s'inscrit naturellement dans le cadre de la construction de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) que l'Onema intégrera, avec l'ATEN, les Parcs nationaux de France et l'Agence des Aires Marines Protégées, à partir du 1 janvier 2017.

L'activité de formation continue technique de l'AFB sera regroupée au sein du département « professionnalisation » intégré à la future Direction Recherche, Expertise et développement des Compétences. Avec l'AFB, les thématiques de formation seront élargies au périmètre de l'AFB (gestion des milieux aquatiques et biodiversité terrestre, eau douce et marine). Les publics cibles seront élargis au monde de la biodiversité et de la sphère marine.

Activités principales :

1. Développer et diffuser des techniques d'animation innovantes :

- Mettre en œuvre des prestations d'animation pédagogique ;
- Etre force de propositions auprès des responsables pédagogiques et formateurs et les accompagner sur les aspects pédagogiques des formations comme la définition des objectifs, la conception de jeux pédagogiques, la mise en forme de supports,... ;
- Animer ou co-animer des ateliers pour actualiser les documents d'objectifs pédagogiques, préparer les conventions, s'assurer de la mise en œuvre des actions faciliter la préparation des visites de terrain, des séminaires ;
- Développer des formations sur son domaine disciplinaire, qui soient particulièrement innovantes en termes de pédagogie ;

2. Développer, valoriser et diffuser les outils pédagogiques :

- Développer et valoriser les collections de taxonomie (ichtyologie, végétale, crustacée, macro-invertébrée...), en coordination avec les formateurs ;
- Développer et gérer l'ensemble du matériel et des infrastructures pédagogique (outils, maquettes, salles, bibliothèques, films, manuels,...)
- Superviser la préparation des salles de travaux pratiques (microscopes, loupes binoculaires, système de capture d'image,...) et la mise à disposition de tous les matériels nécessaires à la mise en œuvre des formations ;

3. Participer à l'évaluation et à la certification des formations :

- Mettre en œuvre et analyser les évaluations des formations ;
- Développer des modes d'évaluations innovantes (à chaud, à froid ...)
- Développer la certification professionnelle des formations
- Accompagner les formateurs et les responsables pédagogiques pour les évaluations ;
- Mettre en œuvre les procédures d'organisation et de suivi d'activité avec des indicateurs de qualité pour la formation ;
- Contribuer au compte rendu annuel d'activité et aux bilans qualitatifs et quantitatifs.

4. Développer la valorisation pédagogique du domaine du Paraclet:

- Développer les usages pédagogiques du domaine du Paraclet en lien avec les responsables pédagogiques
- Assurer la production de documents pédagogiques et de communication du domaine
- Développer les partenariats nécessaires (CBN, Espaces naturels, Lycée agricole,...)
- Garantir la sécurité des espaces ouverts au public

5. Planifier et promouvoir des formations

- Organiser le plan de charge du centre en lien avec les responsables pédagogiques et la responsable de la gestion des formations

- Développer et gérer le fichier clients de la formation
- Gérer la communication autour des formations techniques vers les cibles (catalogue, mailing, site internet etc.)
- Piloter l'élaboration des fiches pédagogiques en lien avec les responsables pédagogiques
- Participer à la diffusion du plan de formation vers le public interne en lien avec la DRH.

Relations liées au poste

Relations internes

Le personnel du centre de formation
Les services du siège de l'Onema puis de l'AFB
Les Directions Régionales
Les Formateurs vacataires internes
Les Stagiaires ONEMA/AFB

Relations externes

Les partenaires extérieurs (IFORE, ATEN, CVRH, CNFPT,...)
Vacataires extérieurs
Stagiaires extérieurs
Fournisseurs et prestataires

Profil recherché

Licence, Master sciences humaines et sociales, sciences de l'éducation
Expérience dans le domaine de la formation et/ou de la pédagogie
Permis B

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Connaissances techniques dans le domaine de la biodiversité

Savoir-faire opérationnel

Etre à l'écoute des interlocuteurs
Informer et rendre compte
Gérer les priorités et prendre en compte les urgences
Utiliser l'environnement bureautique et les outils informatiques

Savoir-être professionnel

Sens de l'adaptation
Etre logique, méthodologique et rigoureux
Capacités relationnelles fortes
Sens de l'organisation, rigueur et autonomie

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DAST/FOR/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 26 août 2016

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Office National des Forêts
Direction Générale
12, avenue de Saint Mandé
79570 – PARIS Cedex 12

Directeur(rice) de l'Agence Ariège Haute-Garonne Gers

N° du poste : 12048 - Agence 8950 Localisation : Foix - 09 Catégorie : ICGREF – IGRF confirmé – IDAE confirmé – Attaché Principal confirmé Attaché Hors Classe- Chef de mission Cotation (si catégorie A) : A4 Poste vacant au					
Présentation de l'environnement professionnel	L'agence Ariège Haute-Garonne Gers s'étend sur 3 départements, assure la gestion de 164000 ha de forêts publiques avec 100 postes de travail. Elle est localisée sur deux sites: Foix et Saint-Gaudens. Elle comporte 7 UT et quatre services fonctionnels : - Affaires générales qui mobilise un budget annuel moyen de 4,5 M€ - Service bois avec une activité mobilisation des bois de 160000 m3/an environ avec grosse dynamique sur les bois façonnés (55000m3) ; - Service forêt caractérisé par de nombreux chantiers sylvicoles avec des enjeux importants sur les activités concurrentielles avoisinant 1,8M€ de chiffre d'affaires ; - Service aménagement foncier avec une activité aménagement soutenue (40 dossiers par an pour 10000ha/an en moyenne) ; Travail en partenariat avec l'agence RTM. Suivi et gestion de nombreuses espèces patrimoniales (Ours, Grand Tétras, Gypaète...) en lien avec d'autres opérateurs externes. Présence d'un PNR et de deux circuits Retrouvance®.				
Objectifs du poste	Missions - objectifs du Directeur d'agence : - Atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale Sud-Ouest et l'agence : aménagements forestiers, récolte et commercialisation des bois, préservation et valorisation de la biodiversité, développement et équilibre des activités conventionnelles ; Description des missions : - Organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des feuilles de route avec les unités territoriales. Accompagnement des équipes sur le terrain ; - Management des personnels de l'agence ; - Gestion de la relation avec les structures internes de production.				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter Champ relationnel du poste	- Organisation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des contrats d'action avec les 7 unités territoriales et l'US Aménagement ; - Management des personnels de l'agence. Relations externes avec les partenaires institutionnels multiples (représentants de l'Etat, Conseil Départementaux, Associations départementales des communes forestières, Fédérations départementales des chasseurs, Collectivité territoriales, Associations agricoles, Associations de protection de la nature...)				
Compétences liées au poste	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%; text-align: center;">Savoirs :</th> <th style="width: 50%; text-align: center;">Savoir-faire :</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="vertical-align: top;">Qualités relationnelles et disponibilité.</td> <td style="vertical-align: top;"> - Compétences affirmées en animation et management d'équipe ; - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes ; - Capacités de dialogue et de négociation. - Bonne capacité de dialogue et négociation, capacité à convaincre ; - Grandes capacités d'organisation indispensables. Savoir-être : - Qualités relationnelles et disponibilité ; - Sens de l'écoute ; - Esprit de synthèse et sens de la décision.. </td> </tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	Qualités relationnelles et disponibilité.	- Compétences affirmées en animation et management d'équipe ; - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes ; - Capacités de dialogue et de négociation. - Bonne capacité de dialogue et négociation, capacité à convaincre ; - Grandes capacités d'organisation indispensables. Savoir-être : - Qualités relationnelles et disponibilité ; - Sens de l'écoute ; - Esprit de synthèse et sens de la décision..
Savoirs :	Savoir-faire :				
Qualités relationnelles et disponibilité.	- Compétences affirmées en animation et management d'équipe ; - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes ; - Capacités de dialogue et de négociation. - Bonne capacité de dialogue et négociation, capacité à convaincre ; - Grandes capacités d'organisation indispensables. Savoir-être : - Qualités relationnelles et disponibilité ; - Sens de l'écoute ; - Esprit de synthèse et sens de la décision..				
PERSONNES A CONTACTER	Tél. : 05.62.73.55.08. ou 06.16.17.84.48. courriel : helene.favarel@onf.fr				